

PARIS
1 franc 50 cent.
PAR MOIS.
DÉPARTEMENTS
3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

Le journal LA TRIBUNE DU PEUPLE ayant changé son format, son titre et son mode de publication, les abonnés recevront pour le montant de leur abonnement, LA TRIBUNE DE LA LIBERTÉ qui paraît tous les jours.

SOMMAIRE.

Proclamation du préfet de police. — Décret sur le conseil des prud'hommes. — Projet de décret d'une indemnité pour les condamnés politiques. — Créances hypothécaires. — Lettre des détenus de la conciergerie. — Insurrection à Bone. — Nouvelles des massacres de Naples. — Destruction de la ville de Detroit. — Expulsion de citoyens français de l'Algérie par le général Changarnier. — Nouvelles intéressantes de Vienne. — Massacre général de la cavalerie autrichienne. — Arrestation à Lille d'un garde national. — Dernières nouvelles du Yucatan. — Lutte entre la garde mobile et la garde républicaine. — Duchâtel et Salvandy. — La famille Bonaparte et la proscription. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Arrestation d'Emile Thomas. — Cours de la Bourse.

Paris, 27 Mai.

La réaction et ses espérances.

Il ne faut pas s'étonner qu'en trois mois, la République ne se soit pas concilié tous les intérêts, toutes les sympathies. Parmi ces sympathies, il en est de respectables, et que la reconnaissance enchaîne encore par de légitimes regrets, au régime déchu.

Parmi ces intérêts, il en est que la monarchie avait indûment favorisés aux dépens de l'intérêt général, et auxquels l'établissement de la République est venu porter une rude atteinte. Et puis, il ne faut pas se le dissimuler, la corruption gouvernementale sous le dernier régime, avait poussé de profondes racines qu'il ne sera pas facile d'extirper. On ne saurait demander raisonnablement que les *satisfaits* de M. Guizot se montrent satisfaits aujourd'hui. Il leur est permis d'être mécontents et de garder rancune à l'ère nouvelle qui a mis fin à leurs honteux scandales et à leurs gains illégitimes.

Cependant il ne faudrait pas que ce mécontentement se traduise par des menées contre-révolutionnaires, que le regret du passé fit rêver à certains hommes un avenir impossible.

Il faut qu'ils se le tiennent pour dit, le peuple français ne rétrogradera pas : entré dans la voie de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, il ne rebrousse pas chemin vers une monarchie plus ou moins éclairée, plus ou moins intelligente, dût la situation actuelle s'assombrir encore, les difficultés s'aggraver, les partisans de la royauté se flatteraient vainement de voir le peuple de février, le peuple qui a chassé l'oligarchie, s'atteler de nouveau à son char : on n'arrachera pas à sa misère ou à son désespoir ce qu'on n'eût pas osé attendre de sa raison.

La République, les signes des temps nous l'annoncent, fera le tour du monde, et la France qui donna, il y a soixante ans, le signal de l'émancipation des peuples, continuera à marcher à l'avant-garde du progrès et de la liberté.

Le décret sur les conseils de prud'hommes.

La séance d'hier à l'Assemblée nationale a été importante. Nous ne parlerons pas du décret de bannissement contre Louis-Philippe et sa famille, voté à une majorité si considérable, qu'elle équivalait presque à l'unanimité.

Nous eussions voulu que le pouvoir exécutif s'abstînt de présenter ce décret. Nous en avons dit les motifs ; il eût été mieux de ne pas rentrer dans les errements des gouvernements tombés, qui tous ont proscrit ceux qui les avaient précédés, dans le vain espoir de prolonger leur durée éphémère.

Mais puisque la question était posée, nous sommes bien aise qu'elle ait été résolue par une majorité imposante qui a du moins l'avantage de mettre le sentiment politique de l'Assemblée nationale hors de cause, et de faire taire cette accusation de réaction à laquelle eût pu donner lieu un vote différent.

Deux décrets d'une haute portée ont été présentés dans la même séance. Le premier donne enfin à cette question de l'uniformité de la taxe des lettres, une solution si souvent réclamée

sous le dernier régime, et si obstinément refusée. Le second prononce le rétablissement du divorce, mesure grave dont l'utilité peut être contestable au point de vue religieux, mais qui ne saurait l'être au point de vue civil.

Mais, le fait capital de la séance et sur lequel nous insistons : c'est la discussion et l'adoption de tous les articles sauf une disposition additionnelle, du projet de décret relatif à l'organisation nouvelle des conseils de prud'hommes. C'est là une mesure législative qui fera plus pour concilier à l'Assemblée nationale les sympathies populaires, que ne feraient des milliers de ces lois qui ont rempli pendant cinquante ans les colonnes du *Moniteur*.

La législation des prud'hommes date de l'Empire ; aussi est-elle empreinte de ce caractère de défiance injurieuse contre la classe ouvrière, qui est l'un des traits distinctifs de la législation impériale. Il semblait que ce gouvernement, fils de la Révolution, tout en affectant d'en proclamer les principes, s'attachât en tout et partout à en renier les conséquences.

La Restauration est restée stationnaire, et n'a rien fait pour mettre à la portée des travailleurs une justice impartiale et gratuite.

Le régime qui vient de finir, faisant semblant de prendre en main la cause de la classe ouvrière, et voulant se faire un titre auprès d'elle de sa sympathie mensongère et hypocrite, avait ajouté encore aux vices de la législation impériale. Admettant à l'élection des prud'hommes les ouvriers patentés, qui sont de véritables patrons, il en avait soigneusement exclu les ouvriers eux-mêmes. Fidèle aux traditions d'une fiscalité avide, il n'avait vu dans le droit conféré aux ouvriers patentés qu'une occasion de grossir son budget aux dépens de ces hommes en faisant peser sur eux l'impôt de la patente et en l'étendant à une classe nombreuse qui en avait toujours été affranchie. La classe ouvrière proprement dite n'était donc pas représentée dans une juridiction chargée de prononcer sur les contestations élevées entre les ouvriers et les patrons ; et l'on se rappelle l'énergique résistance que la classe ouvrière de Paris n'avait cessé d'opposer à cette législation absurde et oppressive.

Nous félicitons M. Flocon, ministre du commerce, d'avoir compris que la révision de cette loi était l'un des premiers devoirs d'un gouvernement républicain. Dans la discussion d'hier, il a fait preuve de talent et d'une connaissance approfondie de la matière. Nous avons vu avec joie le principe d'égalité dans la représentation des intérêts en litige, heureusement associé au principe de fraternité, par une combinaison à laquelle nous donnons notre plein assentiment. Elle consiste à composer les conseils de prud'hommes en faisant élire, par chacune des deux classes représentées, des candidats parmi lesquels l'autre classe choisit les délégués définitifs.

On arrive ainsi à n'avoir dans ces conseils que des délégués ayant la confiance des deux intérêts, puisque chacune des deux classes a pris les siens parmi les candidats que l'autre lui avait présentés.

Nous attendons d'heureux résultats de cette loi dont la discussion est achevée, et dont le vote a eu lieu dans la séance d'aujourd'hui.

Par arrêté du maire de Paris ont été nommés provisoirement : Maire du 1^{er} arrondissement, le citoyen de Benazé, en remplacement du citoyen Durand Saint-Amand, appelé à d'autres fonctions ;

Adjoints, les citoyens Despeux et Bascans, en remplacement des citoyens de Benazé, nommé maire, et Guillemot, appelé à d'autres fonctions.

Prefecture de police.

Citoyens,

Le droit de réunion, le droit de libre discussion sont désormais inattaquables ; la Révolution de Février les a consacrés. Le premier devoir du Gouvernement que cette Révolution a fondé est de veiller à ce que les ennemis du pays ne puissent porter atteinte à nos libertés, ni les exploiter contre la République elle-même.

Citoyens, vous savez la différence entre le droit de discussion et les prédications anarchiques, entre le droit de réunion et ces rassemblements tumultueux qui, en obstruant la voie publique, gênent le mouvement commercial et jettent l'alarme dans les esprits.

Nous connaissons maintenant les intentions réelles de ces agitateurs qui, le mot de Fraternité sur les lèvres, font appel à la violence et s'efforcent d'armer les citoyens les uns contre les autres.

Nous voulons tous une République puissante et prospère. Pour maintenir sa puissance, assurer sa prospérité, il importe que, par le calme, la confiance renaisse ; car, sans la confiance, le commerce et l'industrie se trouvent paralysés, et, dès lors, point d'amélioration possible au sort des travailleurs.

Citoyens, nous poursuivons tous un même but. Pour l'atteindre, la persévérance et la fermeté ne feront point défaut à vos magistrats, et ils sauront faire respecter les lois. Vous leur prêtez, de votre côté, l'appui de votre bon sens et de votre patriotisme. C'est, tout à la fois, sauvegarder vos intérêts et asseoir la République sur des bases inébranlables.

Le représentant du peuple préfet de police,

TROUVÉ-CHAUVEL.

Paris, le 26 mai 1848.

Créances hypothécaires.

Avis aux propriétaires.

Le maire de Paris, informé que l'affluence, dans les greffes de justice de paix, des propriétaires d'immeubles grevés d'hypothèques ne permettra pas de recevoir la totalité des déclarations dans le délai fixé, prévient ses concitoyens que des ordres viennent d'être donnés pour que leurs déclarations soient reçues jusqu'au 31 de ce mois, inclusivement.

Paris, le 25 mai 1848.

A. MADRASI.

Le ministre des finances vient d'adresser la circulaire suivante aux receveurs généraux et particuliers.

Paris, le 25 mai 1848.

Monsieur, vous savez que le compte-rendu des journaux, la délibération de l'Assemblée nationale sur la contribution extraordinaire de 45 centimes.

Après avoir successivement rejeté tous les amendements qui tendraient à infirmer ou à dénaturer la grande mesure financière commandée par les circonstances et décrétée par l'intérêt de la République, l'Assemblée l'a pleinement et intégralement sanctionnée par un vote solennel et presque unanime. Son intelligent patriotisme a confirmé l'initiative du Gouvernement provisoire.

Désormais l'hésitation n'est plus permise. Devant cette imposante manifestation de la volonté nationale tombent les prétextes de la tiédeur et les subterfuges de la malveillance. Ceux-là même qui essayaient de récuser la compétence du Gouvernement provisoire ne peuvent contester l'autorité souveraine de l'Assemblée nationale. Le droit leur manquait ; il leur manque jusqu'à l'apparence du droit. La désobéissance à cette heure deviendrait rébellion.

Le moment est donc venu, Monsieur, d'imprimer à toutes les parties du service que vous dirigez une impulsion vigoureuse et rapide. Le vœu de l'Assemblée nationale vous en fait un devoir ; la résolution bien arrêtée du Gouvernement vous en donne les moyens.

Il est pénible, je le sais, je le sens tous les jours, d'avoir à demander et parfois à exiger des sacrifices. Mais quand l'intérêt de l'Etat commande, les serviteurs de l'Etat n'ont plus qu'à obéir et à faire obéir. Déterminé, pour ma part, à le servir avec une inflexible fermeté, je demande à ses autres agents une égale énergie. La consolidation de la République dépend de votre zèle.

Ce n'est pas qu'il faille pousser la justice jusqu'à la rigueur. Si la politique a ses nécessités, l'humanité a ses droits. Nous nous efforcerons toujours d'accommoder aux difficultés des circonstances la sévérité des principes, et de tempérer la fermeté par la mo-

dération. Le recouvrement des impôts est, comme toute action gouvernementale, une affaire de mesure.

C'est à vous, Monsieur, d'apprécier la situation des contribuables et de proportionner les moyens d'actions aux causes de retard.

La véritable infortune, traitez-la suivant les louables recommandations de mon prédécesseur, avec tous les ménagements, avec tous les égards, avec tout le respect qu'elle mérite.

Décidez les incertains par de sages conseils; activez les négligents par des avertissements de plus en plus sévères. Montrez-leur au besoin que, à défaut du patriotisme, l'intérêt bien entendu conseille le dévouement.

Mais lorsque, au lieu de l'impuissance ou de la tiédeur, vous aurez rencontré le mauvais vouloir, n'hésitez pas à faire peser sur des résistances coupables toute l'autorité de l'Assemblée nationale, toute l'action du Gouvernement, toute la sévérité des lois.

Je compte, monsieur, sur l'activité de votre dévouement à la République, et je vous prie de me rendre compte, dans un délai de dix jours à partir de celui où vous aurez reçu la présente instruction, des résultats que vous aurez obtenus.

Recevez, monsieur, l'assurance de mon sincère attachement.

Le ministre des finances,

DUCLERC.

Il arrive journellement au ministère de l'instruction publique une quantité considérable de lettres, pétitions, demandes d'argent, envois de prose, de vers, de musique, etc. Le soin d'accuser réception à chacun de ces innombrables correspondants suffirait pour absorber le temps et le travail des bureaux. Par exemple, les demandes d'emploi dans une des quatre bibliothèques de Paris s'élèvent à plus de trois cents, pour une douzaine de places qui se trouveront vacantes après les changements et les réductions. Il suffit d'avertir que chaque lettre est lue, chaque demande examinée attentivement et inscrite pour valoir ce que de raison. Lorsqu'on ne répond pas, c'est qu'il n'y a rien à répondre. Il devient inutile d'insister. La nécessité de solliciter est au premier rang des abus réformés par le régime nouveau.

Le ministre des travaux publics, vu la multiplicité de ses occupations actuelles, ne peut faire droit, en ce moment, à toutes les demandes d'audiences qui lui sont adressées. Il invite les personnes qui désireraient l'entretenir à se présenter :

Au secrétaire général du ministère, pour les affaires administratives ;

Et au chef du cabinet, pour les affaires personnelles et particulières.

Insurrection à Bone.

Le *Moniteur algérien* rend compte d'un complot qui vient d'être réprimé dans la ville de Bone, province de Constantine.

L'éloignement et la déposition du directeur des affaires civiles, accordés aux réclamations d'une partie de la population, n'avaient point calmé l'agitation qui régnait dans la ville depuis les premiers jours de la révolution de Février. Des proclamations incendiaires étaient adressées aux ouvriers. Deux jeunes gens qui avaient arraché un simulacre d'arbre de liberté, coiffé d'un bonnet rouge, furent arrêtés, jugés et condamnés à l'amende. Cette condamnation parut trop douce. Le 7 mai, vers cinq heures et demie de l'après-midi, un Corse s'approche de M. Bademo, l'un des deux jeunes gens, et lui tire à bout portant un coup de pistolet. Le Corse fut incarcéré. Deux jours après, pendant la nuit, quelques individus se portèrent vers la Kasbah pour délivrer les prisonniers ; leurs efforts échouèrent. Le 9 mai, le bruit se répand que 5,000 Arabes en armes se sont établis sur le Mafag ; ce bruit est aussitôt démenti. Ce fut ce jour-là que fut constituée la municipalité provisoire, et que M. Lacombe fut nommé maire en remplacement de M. Fenech, malgré les vives réclamations des partisans de ce dernier. Des réunions eurent lieu dans la soirée. Le lendemain, un citoyen vint déclarer au directeur des affaires civiles que, s'il ne rapportait pas l'arrêté qui nommait M. Lacombe, il y aurait des coups de fusil et une lutte sanglante.

A midi, une panique générale s'empara de la ville. Pendant cette panique, trois Européens avaient été vus criant aux indigènes terrifiés : « Sauvez-vous ! on se tue sur la place. »

Le doute sur l'existence d'un complot n'était plus permis. Un conseil d'enquête fut immédiatement formé. Cinq individus auxquels un sixième, le nommé Despagne, fut bientôt adjoint, signalés comme ayant joué le principal rôle dans ces événements, furent embarqués sur le bateau à vapeur *le Vantour* pour être mis à la disposition du gouverneur général. Ces événements, dont la gravité n'échappera à personne, ont motivé un arrêté du gouver-

neur général qui expulse pour quinze ans du territoire de l'Algérie MM. Biottot, armurier ; Menotti, officier de santé ; Pons, pharmacien ; Gasquet, Bertrand, ex-commis greffier, et Despagne, menuisier.

La ville de Come vient d'adresser au roi Charles-Albert la manifestation suivante signée par des milliers de citoyens :

« Après trente-trois ans d'esclavage, Vienne nous envoya la cour martiale en réponse à nos justes réclamations.

Como, à l'exemple de Milan, se glorifie de la défaite de ses 2,500 ennemis qui l'opprimaient chaque jour davantage.

« Votre puissant secours, illustre capitaine, a produit sur l'ennemi la confusion et l'épouvante.

« Vive la maison immortelle de Savoie !

« Nous aimons beaucoup l'Italie et par conséquent vous et votre vaillante armée.

« Agréez, Majesté, ce témoignage de sincère reconnaissance d'une ville qui ne fut jamais indigne de partager la gloire militaire des plus fortes et des plus belles villes d'Italie.

« Vive l'Italie ! Vive Pie IX ! Vive Charles-Albert !

(Suivent les signatures.)

Un grand nombre de membres de la chambre des représentants se sont assemblés ce soir au Palais-National ; ils y ont arrêté la formation d'une *réunion démocratique* basée sur l'adoption des principes suivants :

« La RÉUNION DÉMOCRATIQUE des représentants soussignés a pour président le citoyen Dupont (de l'Eure) ; elle siège au Palais-National.

« Son programme politique se résume dans un principe général et dans un but spécial.

« Son principe est celui-ci : — Organisation de la République démocratique et application de cette forme politique, comme instrument organisateur, à toutes les institutions compatibles avec le respect de la famille et de la propriété. Elle a pour but spécial de défendre, dans l'état présent des choses, la commission du pouvoir exécutif contre toutes attaques injustes ou systématiques.

« La réunion n'est pas exclusive dans sa composition. Quiconque se rallie au principe et au but qui viennent d'être précisés sera admis au nombre de ses membres. »

La réunion comptait environ deux cents représentants qui se sont empressés de signer ce programme ; d'autres adhésions sont annoncées.

Tous les vrais démocrates applaudiront à la formation de cette réunion démocratique ; ses discussions pourront faciliter la solution des questions les plus graves, et être d'un grand secours à l'Assemblée nationale elle-même ; mais elle emprunte aux circonstances, au milieu desquelles elle se forme, un caractère d'ad-propos que nous devons signaler. A la suite des douloureux et regrettables événements du 15 mai, plusieurs clubs, où l'on délibérait en armes, ont été fermés. Ces mesures exceptionnelles, et impérieusement commandées par la situation, ont fait croire à quelques-uns qu'elles se généraliseraient bientôt et ne tarderaient pas à s'étendre à tous les clubs, à toutes les réunions. La formation de la réunion démocratique, sous la présidence du citoyen Dupont (de l'Eure), est une réponse péremptoire à tous les faux bruits qui ont circulé. Non, la France républicaine n'abandonnera pas.

La lettre suivante a été adressée au rédacteur de la *Presse* :

Prison de la Conciergerie, le 25 mai 1848.

Nous lisons dans votre journal de ce jour, à l'article intitulé *Nouvelles de Paris*, « que les détenus politiques qui sont renfermés à la Conciergerie sont pour la plupart d'une gaieté qui contraste singulièrement avec l'abattement de MM. Courtais et Rey, qui vivent pour ainsi dire séparés de leurs camarades. »

Nous déclarons que vous êtes dans la plus profonde erreur.

Le général Courtais et le colonel Rey ne vivent pas séparés de nous, et leur caractère aussi ferme que le nôtre leur fait supporter la captivité avec autant d'énergie que nous. Comme nous, ils s'estiment heureux et se réjouissent de souffrir pour la cause démocratique.

S lut et fraternité.

(Suivent les signatures.)

Le proviseur du lycée de Marseille, a versé entre les mains du commissaire de la République, la somme de 450 fr. produit d'une collecte faite pour les ouvriers sans travail, entre les élèves et les fonctionnaires de son établissement.

(Sénaphore.)

On lit dans l'*Echo du Nord* du 27 mai :

La chambre du conseil de Lille vient de rendre un arrêt très-important. M. Paquin, garde national, avait, dans la journée du 25, répondu aux émeutiers par deux coups de fusil, selon les uns, par un seul coup, selon les autres. Après s'être constitué prisonnier à la citadelle, il attendait la décision de la chambre du

conseil, chargée de statuer sur sa mise en accusation ou en liberté. M. le commissaire près le tribunal a dit-on, conclu au maintien de l'accusation d'homicide portée contre M. Paquin ; mais la chambre a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

On nous affirme que quarante ou cinquante membres de l'artillerie de Lyon ont demandé la dissolution de ce corps.

(*Courrier de Lyon.*)

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — Nous lisons dans le *Risorgimento* du 25 :

« Pierre Angelo Fiorentino a passé par Livourne se rendant à Paris, en compagnie de plusieurs Napolitains de distinction, pour aller y faire connaître les détails du massacre de Naples et réclamer les secours immédiats de la République française. »

Le mouvement, selon lui, n'a été provoqué ni par les députés, ni par aucun parti. Il a été l'œuvre de la trahison préméditée du roi, qui voulait étouffer dans le sang toute pensée tendant à le pousser à coopérer à l'œuvre de l'affranchissement de l'Italie du joug autrichien. Si cette machination avait échoué, une autre était toute prête : on eût fait tirer un coup de fusil sur la voiture du roi, et cette tentative fut devenue le signal du massacre.

On a institué des cours martiales. Plus de 2,000 gardes nationaux ont été égorgés ou sont dans les prisons.

L'amiral Baudin tient toujours son escadre embossée devant la ville. Il a expédié un bateau à vapeur à Toulon avec des dépêches pour son gouvernement.

Il *Risorgimento* (de Turin) du 22 mai, parlant des affaires de Naples du 15 mai, traite de la manière la plus dure le roi Ferdinand :

« Le Bourbon, dit-il, a levé le masque ; il s'est jeté au bord du précipice en aveugle ; il n'en sortira plus. Le règne de Ferdinand a fini avec la sanglante journée du 15. Ce journal appelle sur les troupes mercenaires au service de Naples la plus sévère animadversion de l'Europe, et avant tout, celle de la Suisse.

« On a publié une proclamation du roi par laquelle il veut rassurer la population. Ceux qui ont vaillamment combattu pour la liberté y sont appelés traitres. Il n'est pas fait mention du pillage, et c'est probablement parce que cet acte de vandalisme est considéré comme un juste châtiment infligé à la garde nationale. Ce décret annonce l'ouverture prochaine des Chambres.

« L'escadre française a sauvé, en les embarquant, plus de trois mille personnes. On dit que l'amiral Baudin a demandé 800,000 fr. pour garantie des pertes essayées par les Français.

« La légation sarde a, immédiatement après le pillage, envoyé un courrier à Charles-Albert afin de l'informer de la gravité des circonstances. »

— Les mitrallades de Naples avaient leur écho à Messine. Voici les nouvelles qui nous arrivent de cette dernière ville :

Le 15, le feu a commencé par la citadelle contre Messine : ainsi a été rompu l'armistice qui devait durer jusqu'au 22. Aussitôt la ville et les campagnes ont été mises en émoi ; on a riposté, et le général Pronio, qui commande la citadelle, voyant qu'il n'y avait aucune apparence de surprendre la ville, a de nouveau, le 16 au soir, cessé toute démonstration.

— Le bruit s'était répandu à Lyon, dit le *Censeur*, que l'amiral Baudin avait mis ses menaces à exécution, en bombardant le palais du roi ; cette nouvelle aurait été, disait-on, transmise par le télégraphe ; jusqu'ici rien n'est venu la confirmer ; mais si la lutte se prolonge, et nous l'espérons, il est impossible que la France ne prenne pas une prompte détermination.

TURIN. — On lit dans la *Concordia* de Turin du 25 mai :

Une partie de la population mâle est inscrite dans les rôles de la milice citoyenne. Le nombre s'élève à trois cent cinquante mille hommes, depuis 21 ans jusqu'à 55 ans. Presque tous sont armés. Cent mille sont prêts à marcher sur l'ennemi au premier appel.

Nous croyons pouvoir nous dispenser de réclamer l'appui de la France.

— On lit dans la *Gazette de Parme* du 19 mai :

Hier, les généraux Ferrari et Antonini, qui avaient fait feinte de se retirer de la ville de Trévise, avec toutes leurs troupes, ordonnèrent tout à coup un mouvement rétrograde et fondirent sur la cavalerie autrichienne et sur le corps d'infanterie qui la soutenait, au moment où ils se croyaient parfaitement en sûreté. Le massacre fut épouvantable !

— Une lettre de Ferrare annonce que la nouvelle de Trévise vient d'être confirmée. On ajoute que les Romains avaient fait miner en trois endroits le pont de Sile, près de Trévise, et que c'est au moment où la cavalerie hongroise, suivie de l'artillerie, passèrent sur le pont, que la mine éclata. C'est alors que les Italiens, divisés en deux colonnes et faisant le tour de la ville, se précipitèrent sur la cavalerie ennemie et en firent un affreux carnage.

AUTRICHE. VIENNE, 20. mai. — *Correspondance particulière.*

Je puis vous donner la nouvelle tirée de source certaine que M. de Wessemberg vient d'accepter définitivement le portefeuille des affaires étrangères.

On apprend par la *Gazette de Carlsruhe* que M. de Wessemberg est déjà parti pour Vienne.

ANGLETERRE. LONDRES, 26 mai. — Hier a eu lieu à Portsmouth l'inauguration du bassin, qui était en construction depuis 1845.

Ce bassin est destiné à la construction des bateaux à vapeur. Il est sans contredit le plus magnifique des trois royaumes.

La reine, le prince Albert, le prince de Galles, le duc de Wellington, et tous les grands officiers du royaume, assistaient à cette cérémonie.

M. Bulwer a annoncé à la Chambre des lords qu'il serait en mesure de faire connaître, par la voie de la presse, tous les détails circonstanciés relatifs à son départ de Madrid.

— La chambre des lords a été occupée aujourd'hui du débat sur le bill de l'incompétence juive, et après avoir obtenu une majorité de trente-cinq voix contre la proposition, la chambre a ajourné la question. *(The Sun.)*

IRLANDE, 26 mai. (Par la voie télégraphique.) — Les juges refusent d'ajourner l'examen de Mitchell.

Il a été décidé que le jury devait se réunir de suite.

A demain le résultat.

Tout est tranquille. *(Times.)*

SUÈDE. STOCKHOLM. — Le 12 de ce mois, un crédit de deux millions de dollars, demandé par le roi, a été voté par la noblesse et par le peuple. Le conseil d'Etat resta six heures en séance sous la présidence du roi. On arrêta que les troupes suédoises occuperaient les îles, afin que l'armée danoise puisse être à même de marcher avec toutes ses forces contre les Allemands.

Dernières nouvelles de Yucatan.

Voici les dernières nouvelles reçues de Yucatan dont nous avons parlé hier :

Le congrès a été saisi d'un projet de bill tendant à autoriser l'occupation momentanée du Yucatan, département mexicain, dont la population est menacée d'être chassée ou détruite par les Indiens. Un autre bill a été proposé à l'effet d'autoriser le gouvernement des Etats-Unis à conclure un traité de commerce avec le Canada, afin de développer les relations commerciales avec les deux pays. *(Le Précurseur.)*

Destruction de Detroit.

Au départ de l'*America*, on venait de recevoir par le télégraphe, à New-York, la nouvelle de la destruction par les flammes d'une partie de la ville de Detroit, dans le Michigan. Quarante maisons étaient déjà en cendres au moment du départ de la dépêche, et les flammes continuaient leurs ravages.

— Les nouvelles du Mexique sont contradictoires et confuses. Il paraît que la ratification du traité de paix rencontre des difficultés sérieuses.

Un journal de Vera-Cruz déclare qu'il n'a pas la moindre confiance dans la conclusion de la paix.

— Le *New-York Herald* dit que les nouvelles de l'île de Cuba et des Antilles françaises sont des plus inquiétantes, et que l'on s'attend d'un instant à l'autre, dans ces colonies, à un soulèvement général des nègres.

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

— On lit dans le *Salut public* de Lyon du 25 mai :

« Dans la nuit du lundi au mardi, les piquets de service à l'hôtel de la préfecture avaient reçu ordre de redoubler de surveillance ; sans redouter précisément une attaque, on avait pris des mesures de prudence. Des cartouches furent distribuées. L'un des militaires de la garde mobile, auquel on en remettait, demanda à quel usage elles étaient destinées : « Si vous ne le savez pas, lui répondit le lieutenant de service, il est inutile que vous restiez dans les rangs ; sortez de suite ! » Ce qu'il fit en effet. Cinq minutes après, quelques camarades de ce garde l'entendirent balbutier qu'il savait parfaitement quelle était la destination des cartouches qu'il lui avait présentées, mais que le premier usage qu'il en eût fait s'il les eût acceptées, eût été, en cas d'attaque, de faire feu sur la garde mobile.

« Le malheureux avait à peine terminé cette malencontreuse boutade, que ses camarades l'avaient saisi et lui avaient arraché sa tunique et tous ses effets d'uniforme. L'avaient laissé nu au milieu de la cour. Ils en avaient fait justice eux-mêmes. Puis, ils ne

voulurent pas même l'enfermer à la salle de police, qui ne doit renfermer que des militaires, des gens d'honneur, coupables de quelques peccadilles de discipline : ils l'ont relégué dans l'écurie jusqu'au jour. Les officiers, témoins de cette susceptibilité d'honneur, de cette solidarité de bons sentiments de leurs jeunes soldats, se sont empressés d'intervenir pour que cet acte de justice ne dépassât pas les limites de l'humanité.

« Plusieurs coups de fusils ont été tirés, pendant la nuit de lundi à mardi, sur une patrouille de la garde nationale, dans la rue Sainte-Elisabeth, aux Brotteaux. Les citoyens formant la patrouille ont distinctement entendu le sifflement des balles ; ils ont même pu recueillir ces projectiles au bas du mur contre lequel ils s'étaient aplatis. Les recherches faites pour découvrir les auteurs de cette tentative sont restées infructueuses. Un cabaretier de la rue Sainte-Elisabeth a assuré que plusieurs individus armés étaient venus se faire servir à boire pendant la nuit dans son établissement, et qu'il a entendu en effet plusieurs détonations peu d'instants après la sortie de ces individus ; mais il n'a pu donner des renseignements plus positifs. »

— On lit dans l'*Avenir national* de Limoges du 24 mai :

« Ce matin, à quatre heures, plusieurs arrestations ont eu lieu. On cite MM. Villegoureux et Bulot.

« La foire de la Saint-Loup, d'ordinaire si brillante, a été à peu près nulle. Sous le contre-coup des événements accomplis à Limoges, les départements voisins n'avaient point envoyé leurs riches et élégants amateurs, d'ordinaire si empressés à venir verser leur argent dans nos magasins, d'où il s'écoulait sur toutes les branches de l'industrie. Les hôtels étaient à peu près vides, eux qui autrefois ne pouvaient suffire aux demandes qui leur étaient adressées. On cite des magasins où il ne s'est pas vendu pour 50 centimes de marchandises. Quel contraste douloureux avec le mouvement si actif des affaires, des transactions dans notre ville, à cette époque mémorable qui remplissait les caisses ! Ouvriers honnêtes, braves commerçants, propriétaires tranquilles, tel est le lot que vous font les troubles et les agitateurs !

« Cependant le bétail a trouvé du débit, notamment les vaches de harnais ; les veaux, les cochons tiennent leur cours. Les chevaux ont figuré au tableau pour mémoire, les maquignons et les propriétaires n'en avaient conduit que fort peu, qui encore n'ont pas trouvé d'acheteurs. »

BASSES-PYRÉNÉES. Les gardiens du château de Pau sont dans la désolation ; les Arabes dépassent tout ce qu'il est possible d'imaginer en fait de saleté. Ils occupent le second étage, et au moyen de trois ablutions et autres versements d'eau, ils ont déjà traversé en plusieurs endroits les beaux plafonds à caissons dorés peints avec tant de talent par les premiers décorateurs de Paris. Tout cela ne s'applique pas à Abd-el-Kader, qui est très-propre ; il ne fume pas, et ne peut même supporter l'odeur de la pipe ; aussi il n'y a dans sa suite que trois individus qui fument.

Le Gouvernement a donné l'ordre de donner aux prisonniers tout ce qu'ils demandent, et ceux-ci mettent à profit cet ordre en mangeant beaucoup de gâteaux. Le frère et les deux neveux d'Abd-el-Kader sont allés visiter le haras de Pau. Ils ont été enchantés de voir tant de chevaux arabes ; peut-être l'ont-ils été moins de voir un cheval nommé Abd-el-Kader. On assure que ce cheval a appartenu à l'émir.

GERS. L'*Opinion* d'Auch annonce que le signalement d'Abd-el-Kader vient d'être envoyé aux autorités civiles et militaires. On avait craint un instant que l'émir se fût évadé ; mais il paraît que c'était simplement une mesure de précaution.

Nous recevons la communication suivante ; nous la publions sans observation, par respect pour le droit des accusés, et sans rien préjuger sur l'issue du procès qui s'instruit.

Monsieur le Rédacteur, Plusieurs journaux, et une grande partie de la population, s'obstinent à considérer les événements du 15 mai comme le résultat d'un complot prémédité ; la manifestation comme un piège tendu à la bonne foi du peuple. C'est une grave erreur que, dans l'intérêt de la vérité et pour la justification des citoyens compromis, je dois essayer de dissiper. Je le puis mieux qu'un autre, car je suis un des auteurs de cette manifestation ; je viens, en mon nom et au nom des citoyens qui en faisaient partie, protester de la sincérité de nos intentions pacifiques.

Je dois surtout justifier Huber, qui, comme président du Club centralisateur, s'opposa de toutes ses forces à ce qu'on fit perdre à la démonstration polonoise son caractère pacifique.

« Comme délégué, je me trouvai près d'Huber lorsque, malgré ses supplications, la foule renversa la garde mobile qui interceptait le passage du pont de la Révolution, puis entra dans l'Assemblée.

« Cette violation n'aurait pas eu lieu si les soldats avaient laissé passer les délégués ; les ordres qu'ils en avaient reçus furent mal compris, et la foule, qui d'abord s'était arrêtée sur la place de la Révolution, s'irrita de la résistance opposée au passage de quelques citoyens voulant légalement déposer une pétition entre les mains d'un des représentants.

« Donc si cette manifestation devint hostile, la faute en est aux officiers qui ont cru devoir empêcher les délégués de passer.

« Si l'Assemblée fut dissoute un moment, la faute en est aux représentants qui se retirèrent devant la voix d'un citoyen, et n'eurent pas le courage de protester.

« Maintenant ils l'ont arrêté, dégradé les chefs des troupes qui ont hésité un moment à la nouvelle de la dissolution. Les représentants oublient donc qu'eux-mêmes ont donné l'exemple de l'hésitation, de la peur même.

« Le général Courtais n'a-t-il pas aidé M. Crémieux à reconstituer l'Assemblée ?

« Le colonel Rey n'a-t-il pas bravement défendu l'entrée de l'hôtel de ville, en se mettant à cheval sur la grille, et disant que pour entrer, il faudrait avant lui passer sur le corps ? mais la foule enfouit une autre porte ; et cette foule, de 5 ou 4,000 hommes, sans armes, agissait ainsi en présence de près de 10,000 gardes nationaux, qui même n'essayèrent pas la moindre résistance.

« Ceux qui connaissent Huber savent qu'il est impossible de douter de sa bonne foi et de son patriotisme. Il est positif, et j'en donnerai les preuves quand il le faudra, que Huber et Barbes ne soulevaient nullement à porter atteinte à la dignité de l'Assemblée.

« Plus tard, Barbes a obéi à un mouvement spontané, provoqué par la foule, provoqué surtout par l'inactivité de l'Assemblée depuis sa constitution, et par son hésitation à aborder les questions importantes.

« Louis Blanc et Albert furent pris par la foule comme un drapeau, et portés ensuite en triomphe malgré eux. Albert fut entraîné à l'hôtel de ville.

« Evidemment, ceux qui accusent ces citoyens sont ou des ennemis de mauvaise foi, ou des hommes faibles et crédules obéissant à un esprit de prévention.

« Quant à moi, témoin actif de ces tristes événements, je dirai tout ce que je sais, et je ferai tous mes efforts pour justifier des citoyens aussi injustement accusés, ainsi que ceux qui ont été un moment égarés par l'exaltation de leurs sentiments patriotiques.

« Je ne parlerai pas en homme de parti, mais en sincère ami de la vérité.

« Détenu pendant deux jours au château de Vincennes, je remercie, au nom de mes compagnons, le citoyen Guibert, capitaine de la garde nationale de Vincennes, ancien détenu politique, des efforts qu'il fit pour améliorer notre courte captivité.

« Le *Moniteur* dit que des citoyens des clubs ont demandé dans l'Assemblée deux heures de pillage ; le fait est entièrement faux ; c'est une infâme calomnie qu'il faut ajouter à toutes celles qui se débattent chaque jour par malveillance ou par légèreté.

DELBOUCK,

Délégué au Comité centralisateur.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 27 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. CORBON.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. le président annonce le dépôt d'un grand nombre d'adresses des départements, et entre autres, une pétition du département de la Seine-Inférieure, revêtue de plus de 5,000 signatures.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet d'organisation du conseil des prud'hommes.

M. le rapporteur présente son rapport sur l'article additionnel qui lui avait été renvoyé. La commission repousse cet article.

L'Assemblée adopte ensuite l'ensemble du décret.

M. Léon Faucher développe sa proposition, tendant à ouvrir un crédit de 10 millions pour de nouveaux travaux de terrassements sur plusieurs lignes de chemin de fer.

L'orateur déclare que, dans son opinion, les ateliers nationaux sont le plus grand obstacle au rétablissement de l'ordre dans nos finances et dans nos places publiques.

C'est une plaie qu'à tout prix il faut faire cesser.

Ces ateliers coûtent à la France 240,000 fr. par jour, soit 38,400,000 fr. par an. Ces cent vingt mille hommes soldés aux portes de Paris sont une source permanente d'alarmes et de périls. L'insurrection se recrute dans leurs rangs ; ils n'ont pas de chef légal ; ils n'en ont que de secrets.

Le travail qu'ils exécutent est nul ; les ouvriers honnêtes en rougis- sent et demandent qu'on leur donne à exécuter des travaux utiles.

L'Assemblée ordonne le renvoi de la proposition au comité des travailleurs.

M. Mathieu de la Drôme développe sa proposition concernant la création d'un *Moniteur* hebdomadaire.

L'Assemblée décide qu'elle ne prend pas la proposition en considération.

M. Montreuil développe sa proposition concernant le défrichement et la colonisation en grand de l'Algérie.

L'orateur propose de faire face aux dépenses qu'entraînerait cette entreprise par un emprunt de 500 millions. A l'objection qu'un emprunt est difficile à contracter dans le moment actuel, il répond qu'il faut mobiliser les propriétés de l'Etat, et créer un papier d'Etat hypothéqué sur ces propriétés. Il rappelle ce que fit la Prusse après le désastreux traité de Tilsitt. A cette époque, elle créa un papier d'Etat auquel elle donna un cours forcé.

L'orateur veut que la France suive cet exemple.

M. BEAUMONT (de la S.-me). Le projet qu'on vient de présenter ne me paraît pas avoir été suffisamment mûri. Je demande qu'il soit renvoyé au ministre de l'Agriculture, qui recueillera tous les renseignements utiles, et les transmettra à nos comités. En thèse générale, la plupart des projets apportés dans cette enceinte ne sont que très-impar-

faitement étudiés. Je serais d'avis que l'Assemblée prit le parti de les faire mettre à l'étude.

M. FLOCON. Au ministère de l'agriculture, on s'est occupé sérieusement de la question qui vient d'être traitée.

Ce travail embrasse les défrichements et les irrigations. J'espère pouvoir vous apporter prochainement un projet sur cette importante matière. En attendant, je propose le renvoi de la proposition au comité de l'agriculture.

M. CAVAIGNAC, ministre de la guerre. La proposition contient deux choses, une idée et un chiffre. L'un et l'autre méritent un examen approfondi.

En ce qui concerne spécialement l'Algérie. Je saisis cette occasion de lui donner un témoignage de l'intérêt qu'elle mérite. Je demande donc que le projet me soit renvoyé, ainsi qu'aux autres ministères que la question concerne.

M. Perrée fait observer que le renvoi d'une proposition à plusieurs comités dont les conclusions peuvent se contredire, offre de graves inconvénients; il propose le renvoi à un seul comité.

L'Assemblée ordonne le renvoi aux comités de l'Algérie, des finances, de l'agriculture et de la guerre.

M. Perrée demande le renvoi à la commission du règlement de la question relative au renvoi des propositions à divers comités.

Ce renvoi est ordonné.

M. Paulin Gillon développe sa proposition concernant l'impôt des boissons.

M. PAULIN GILLON. Le décret du 31 mars, qui supprime l'exercice, contient un fort beau préambule; mais sous cette écorce séduisante, il y a un principe funeste. S'il est des gens qui fréquentent les cabarets, il en est qui ne les fréquentent pas.

S'il y avait des motifs pour décharger les premiers, ce n'était pas une raison pour surcharger les autres. Eh bien, cette dernière classe paye aujourd'hui un droit triple de ce qu'elle payait sous les précédents gouvernements. Je viens donc, au nom des ouvriers qui ne fréquentent pas les cabarets, vous demander l'abolition du droit de consommation.

Si ces consommateurs nombreux n'achètent pas, le vigneron ne vend pas, et il n'en est pas moins obligé de payer cet impôt des 43 centimes que vous leur avez si durement imposé.

L'orateur conclut en demandant l'abolition du droit de débit sur les vins et du droit de circulation.

M. Gouin, demande l'ajournement de la proposition, attendu que la demande d'une solution dans une question si grave, est intempestive. Il faut attendre des circonstances financières meilleures.

Un membre demande le renvoi à une commission spéciale prise pour moitié dans le comité des finances et pour moitié dans le comité de l'agriculture.

La proposition sur les boissons est prise en considération; elle est renvoyée au comité des finances.

L'ordre du jour appelle le développement de la proposition du citoyen Clément Thomas, concernant l'autorisation du cumul en faveur des officiers soldés de la garde nationale.

M. Clément Thomas explique qu'un grand de ces officiers ne sont entrés au service de la garde nationale qu'après d'honorables services rendus à l'armée.

La réunion de leur solde actuelle avec leur retraite n'équivaut pas au traitement qu'ils avaient en activité.

L'orateur conclut en demandant que la loi du cumul ne soit pas appliquée à ces officiers; il demande en outre que le décret qu'il propose soit appliqué dans les départements. Citoyens, la garde nationale vous demande peu et vous donne beaucoup. Elle ne comprend l'ordre qu'avec la liberté et le progrès; et elle est bien décidée à défendre l'un et l'autre de ces biens.

M. Kerdrel pense qu'il y aurait de grands inconvénients à déroger, même pour un motif louable, à la loi du cumul. Il demande le renvoi au ministre de l'intérieur.

M. Lacrosse appuie la proposition.

La proposition est prise en considération et renvoyée au ministre de l'intérieur.

M. Piétry lit une proposition par laquelle il demande la révocation de la loi qui bannit de France la famille de Bonaparte.

La proposition étant appuyée par plus de cinq membres sera développée lundi en séance publique.

Un membre lit une proposition sur les remplaçants militaires. Elle est appuyée et sera mise lundi à l'ordre du jour.

M. Rey lit une proposition sur la décoration de la Légion d'honneur. Elle est appuyée et mise à l'ordre du jour.

M. Xavier Durrien demande la permission d'adresser des interpellations à M. le ministre des affaires étrangères sur les affaires de Naples.

M. JULES FAVRE. Je demande que le jour qui sera fixé soit assez éloigné pour permettre au Gouvernement de recevoir de plus amples renseignements sur ces douloureux événements.

Un membre propose qu'on mette aux voix la demande d'interpellation.

M. CRÉMIEUX. Dans les anciennes chambres, on mettait aux voix la question de savoir si les interpellations seraient autorisées. Mais aujourd'hui nous sommes tous souverains au même titre, et les interpellations ne peuvent être refusées.

L'Assemblée décide que les interpellations auront lieu, et fixe le jour à mercredi prochain.

M. Lemonnier demande qu'aucun décret de l'Assemblée nationale ne soit affiché sans être certifié conforme par le bureau.

Cette demande a lieu par suite d'une affiche inexacte dernièrement affichée, et contenant la décision prise par le comité des travailleurs.

La proposition est appuyée et sera mise à l'ordre du jour.

M. le rapporteur de la Commission chargée d'examiner le décret relatif aux rapports du Gouvernement exécutif avec l'Assemblée nationale, soumet à l'Assemblée le projet de décret suivant:

Les communications entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée auront

lieu directement soit par les président, vice-président, secrétaires et rapporteurs des Commissions et les présidents et secrétaires des sous-commissions auxquels les uns et les autres auront confié une mission spéciale.

Le décret est adopté.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Le premier devoir de la République est d'acquiescer sa reconnaissance envers les courageux citoyens qui ont souffert pour la liberté sous le régime de la monarchie.

Ces fiers et glorieux serveurs ne voudraient pas d'un argent qu'ils n'auraient pas doublement gagné. Beaucoup d'entre eux ont été pourvus d'emplois que leur dévouement les empêchait d'aller occuper, faute de moyen de déplacement. Nous vous présentons un projet de décret qui viendra au secours de ces glorieuses infortunes et mettra ces généreux citoyens à même de rendre à la République d'utiles services. Voici le décret que je propose.

Il est ouvert au ministre des finances un crédit de 100,000 fr. au profit de ceux des condamnés politiques qui ont été pourvus d'emplois publics depuis le 24 février dernier.

L'Assemblée règle son ordre du jour de lundi prochain, et s'ajourne à lundi, à deux heures.

La séance est levée à quatre heures moins un quart.

NOUVELLES DIVERSES.

En entrant à l'Assemblée nationale. M. E. Quinet a renoncé à tout traitement du collège de France.

— Dans la liste des abandons faits, à titre de don patriotique, par les citoyens qui avaient droit à des indemnités pour raison de dommages éprouvés dans les journées de février, on a pu distinguer la large part occupée par le 8^e arrondissement; chose digne de remarque dans un quartier peuplé en majeure partie d'artisans, et où les revenus sont, en général, à peine au niveau des besoins de la vie. Ces actes témoignent tout à la fois du désintéressement des administrés et du dévouement à la chose publique des administrateurs qui ont été d'accord les uns et les autres pour faire parler la voix du patriotisme plus haut que celle de l'intérêt privé.

— Une lutte très-grave a été sur le point de s'engager entre la garde républicaine et la garde mobile qui faisaient le service à l'hôtel de ville. A la suite de propos insultants échangés entre quelques militaires de ces deux corps, on prit les armes de part et d'autre, et un combat allait s'organiser lorsqu'un officier de la garde nationale mobile vint se jeter entre les baïonnettes qui se menaçaient, et rappeler à leur devoir, par de chaleureuses paroles, des Français prêts à s'entr'égorgés: « Ces armes, s'écria-t-il, ne vous appartiennent pas, elles appartiennent à la République; elle seule a le droit de vous ordonner de vous en servir; elle vous défend de les lever contre vos frères. Au nom de la République, au nom de la France, je vous adjure de les déposer. »

Le ton assuré, la parole imposante de cet officier, dont nous regrettons de ne pouvoir citer le nom, fit aussitôt rentrer dans le devoir les hommes des deux camps, et, grâce à l'énergie d'un bon citoyen, le sang, qui aurait peut-être déshonoré des baïonnettes françaises, n'a pas coulé. De pareils actes méritent l'honneur d'être rapportés, et ne sauraient trop être loués par tous les bons citoyens. Le bataillon de garde mobile a été remplacé dans la journée par un autre bataillon, et ce différend n'a eu aucune suite.

— Une publication judiciaire annonce aujourd'hui la dissolution et la mise en liquidation d'une des plus honorables maisons de banque de l'Europe, la maison de banque de MM. Delessert et C^e. Elle n'avait plus que deux chefs, M. François Delessert, ancien député, et M. Benjamin Delessert, son fils. Ce n'est qu'avec un profond chagrin qu'on voit disparaître du commerce parisien un nom aussi justement vénéré.

— On assure que l'ex-ministre Salvandy est réfugié à Jersey.

— Le *Journal de la Haye* du 25 annonce l'arrivée en cette ville de M. le comte Duchâtel.

— MM. Dupin, procureur général, Nacher, avocat général, Isambert et Feuilhade-Chauvin, conseillers à la cour de cassation, ont écrit, dès le lendemain de la constitution de l'Assemblée, au président qu'ils renonçaient à leurs traitements comme membres de la cour de cassation.

— M. Marchais est nommé préfet du département d'Indre-et-Loire.

— Mlle Rachel arrivera mardi à Bruxelles et commencera ses représentations au théâtre du Cirque. Elle ne donnera à Bruxelles que quatre représentations.

— On dit qu'Emile Thomas est arrêté.

— Cinquante-six employés du ministère des finances viennent d'être révoqués ou mis à la retraite dans la direction de la comptabilité. Il en ont reçu hier l'avis officiel.

— M. Mignet, directeur des archives au ministère des affaires étrangères, est révoqué.

— Les ouvriers des ports et les marins du département de

la Seine ont adressé au ministre de l'intérieur une pétition pour être autorisés à se former en garde nationale riveraine, spécialement chargée de faire le service de la police et du sauvetage sur la Seine.

— Il y a un troisième cercle qui tient ses séances dans l'Ecole de Médecine. Il se compose exclusivement de représentants nouveaux, au nombre d'environ deux cents. On pense que ce cercle adhèrera au programme adopté par la réunion ultra-démocratique.

— Une proposition tendante à faire rapporter l'art. 6 de la loi du 10 avril 1832, sur la proscription de la famille Bonaparte, a été déposée aujourd'hui sur le bureau du président de l'Assemblée. Cette proposition est signée de quinze représentants, et notamment de MM. Louis Blanc, G. Sarrut, Degoussé, général Subervic, Durrieu, Larabit, Henri Bertrand, Pietri et Conti.

— Le club des Indépendants reprendra le cours de ses séances aujourd'hui, à huit heures du soir, rue d'Isly, salle de l'école communale. On entendra les candidats à l'Assemblée nationale.

— M. Duché est nommé préfet de la Haute-Vienne.

Aujourd'hui, 28 mai, jour de la fête de Sèvres, la manufacture de porcelaine sera ouverte au public. Les grandes eaux des deux parcs de Saint-Cloud joueront; le château et le parc réservé seront ouverts au public.

Un travail fort curieux et plein d'actualité vient de paraître sous le titre de *La Police de Paris, nécessité de réorganiser son personnel, et de moraliser son action*. L'auteur, M. Horace Raison, a pris pour épigraphe ces paroles de M. Trouvé-Chauvel, à la séance du 16 de ce mois, « Je demande que l'Assemblée invite la Commission exécutive à prescrire la réorganisation de la préfecture de police! »

Les vues de M. Raison, dictées par une profonde connaissance de la matière, seront, sans aucun doute, d'un grand secours au nouveau préfet de police, M. Trouvé-Chauvel.

Lisez

L'ARGOT ET JARGON

des Filous et des hommes dangereux

PAR

ALEXANDRE PIERRE

Directeur de l'administration des Recherches et Renseignements

37 rue des Noyers 37

Se vend sur la voie publique.

LE JOURNAL POUR RIRE, format des *Débats*. — Plus de 1,600 dessins comiques dans l'année. *Caricatures sur la politique, les mœurs, les travers, les ridicules, les systèmes insensés ou dangereux*, etc. — Prix : pour trois mois 4 fr. : pour un an, 15 fr. — Les personnes qui s'abonnent pour un an, du 1^{er} mai, reçoivent gratis les trois premiers mois du journal (février, mars et avril); c'est donc 15 mois pour 15 francs.

Paris, AUBERT et C^e, place de la Bourse. — Départements, aux bureaux des grandes messageries.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschapelles et O'Reilly. Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

Bourse de Paris du 27 Mai.

FONDS FRANÇAIS.

3 0/0.....	49 23	5 0/0.....	74 50
4.....	55 50	Banque de France.....	1340
4 1/2.....	55 50	Oblig. de la ville de Paris.....	1340

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	»	Fampoux à Hazebrouck.....	»
Obligations anc.....	»	Avignon à Marseille.....	215
— nouv.....	»	Strasbourg à Bâle.....	88 75
Versailles (rive droite).....	120	Obligations.....	»
Obligations anc.....	»	Mulhouse à Thann.....	»
— nouv.....	»	Bordeaux à la Teste.....	»
Versailles (rive gauche).....	98 75	Montpellier à Cette.....	»
Paris à Orléans.....	360	Cette à Bordeaux.....	»
Obligations.....	»	Paris à Sceaux.....	»
Orléans à Bordeaux.....	395	Montereau à Troyes.....	»
à Vierzon.....	255 75	Andres à Boulogne.....	»
Paris à Rouen.....	402 50	Dieppe à Fécamp.....	»
Obligations.....	»	Paris à Lyon.....	510
Rouen au Harre.....	210	Tours à Nantes.....	336 25
Obligations.....	»	Paris à Strasbourg.....	555
Nord.....	535	Andres à Roanne.....	»

CANAUX.

Quatre Canaux.....	765	Canal de Bourgogne.....	»
Jouissance.....	»	Jouissance.....	»
Trois Canaux.....	»	Canal de la Sambre.....	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.